

Palestine à l'ONU - les déclarations/ analyses du jour

27 septembre 2011

- Le Conseil de sécurité s'est réuni hier pour examiner la demande palestinienne. Selon [LE MONDE](#) : « un vote devrait prendre environ quatre semaines, peut-être plus, selon les diplomates ». Pour Mahmoud Abbas, il s'agit d'une question « de semaines, pas de mois ». « Dans les heures qui ont suivi le dépôt de la candidature palestinienne, [le Quartet pour le Moyen-Orient](#) (Etats-Unis, Union européenne, ONU, Russie) s'est mis d'accord sur une déclaration qui prévoit un calendrier pour la reprise des négociations israélo-palestiniennes, gelées depuis un an, avec des discussions préparatoires commençant dans un mois et l'objectif d'aboutir à un accord final fin 2012 ».
- Six membres du Conseil de sécurité sont pour la demande palestinienne : Chine, Russie, Brésil, Inde, Liban et Afrique du Sud.
- 7 membres sont indécis : Grande-Bretagne, France, Allemagne, Nigeria, Gabon, Bosnie et Portugal.
- 1 membre s'abstiendra : Colombie a annoncé qu'elle s'abstiendrait
- 1 membre votera contre : Etats-Unis.

Pour un récit complet de la journée de vendredi et des deux discours de Mahmoud Abbas et Benjamin Nethanyahou, [VOIR L'ARTICLE DU HAARETZ](#).

- **Au niveau européen**, les membres de l'UE sont divisés : la Belgique, la Grèce, le Luxembourg, le Portugal et l'Espagne se sont ralliés à la proposition française de rehausser le statut de la Palestine qui deviendrait un Etat non membre. ([VOIR CE SUJET LES MISES EN GARDE D'AMNESTY INTERNATIONAL ET DE LA FIDH SUR LA PROPOSITION FRANÇAISE QUI INCLURAIT LA NON SAISINE DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE](#)). L'Allemagne, les Pays-bas, la Bulgarie, la République tchèque, l'Italie et le Royaume-Uni sont sur la position américaine. La plupart des autres membres de l'UE qui se sont exprimés lors de l'Assemblée générale (Autriche, Chypre et pays anciennement communistes) n'ont pas pris de position.
- **Mahmoud Abbas, discours devant l'Assemblée générale**
« **L'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien**, et le restera dans tous ses aspects jusqu'à la fin du conflit et la résolution de toutes les questions liés au statut final ». Le but du peuple palestinien est la réalisation de leurs droits inaliénables dans leur Etat, indépendant, de Palestine, avec Jérusalem Est comme capitale, sur l'ensemble de la Cisjordanie, en incluant Jérusalem-Est et la bande de Gaza, occupés par Israël en 1967 ; en conformité avec les résolutions internationales et en **parvenant à une solution à la question des réfugiés palestiniens selon la résolution 194**.
L'OLP et le peuple palestinien réaffirment leur adhésion au **renoncement à la violence, et au rejet et à la condamnation de toute forme de terrorisme**, particulièrement le terrorisme d'Etat, ainsi

qu'à tous les accords signés entre l'OLP et Israël. [...] Je déclare ici même que l'OLP est prête à **retourner à la table des négociations après l'adoption de termes de référence**, selon les résolutions internationales.

Notre peuple poursuivra sa résistance populaire et pacifique contre l'occupation israélienne, ses colonies et politiques d'apartheid et la construction de son mur raciste d'annexion

Nos efforts n'ont pas pour but d'isoler Israël ou de le délégitimer [...] Nous ne souhaitons délégitimer que la colonisation, l'occupation, l'apartheid et la logique de la force. [...]

Il n'est ni possible, ni pratique, ni acceptable de continuer comme d'habitude, comme si tout allait bien. Il est futile de commencer à négocier sans des paramètres clairs et en l'absence de crédibilité et d'un agenda spécifique. *Pour en savoir plus.*

- **Benjamin Netanyahu, discours devant l'Assemblée générale**

Nous demandons aux Palestiniens de faire en fin de compte ce qu'ils ont refusé de faire il y a 62 ans : dire oui à un Etat juif. De la même façon que nous sommes invités à reconnaître un Etat pour le peuple palestinien, les Palestiniens doivent être invités à reconnaître un Etat pour le peuple juif. Les Palestiniens devraient avoir tous les pouvoirs pour se gouverner eux-mêmes à l'exception de ceux qui pourraient mettre Israël en danger. C'est pour cela qu'un Etat palestinien doit être effectivement démilitarisé. Nous ne voulons pas d'un autre Gaza, d'une autre base de la terreur, soutenue par l'Iran.

Pour en savoir plus.

- **Amnesty International**

Amnesty International est particulièrement préoccupé par différentes publications suggérant que **l'UE est de façon active en train de promouvoir un compromis incluant la condition qu'il n'y aurait pas de recours à la Cour pénale internationale.** Ce compromis que l'UE aurait proposé empêche que se réalise une opportunité significative pour la justice internationale, renforçant l'impunité existante et diminuant davantage la règle de droit. L'UE ne doit pas chercher à renforcer cette impunité en empêchant les victimes palestiniennes et israéliennes du conflit de Gaza - et d'autres crimes selon le droit international commis depuis Juillet 2002 - d'accéder à la justice à travers la Cour pénale internationale. *Pour en savoir plus.*

- **FIDH**

La proposition française à l'Assemblée générale des Nations unies a certes le mérite du pragmatisme, mais **elle paraît toutefois entachée d'une condition inacceptable : l'engagement que le futur Etat palestinien ne recoure pas à la Cour pénale internationale.**

L'universalité de l'appel à la justice traversant le Maghreb et le Proche-Orient ne s'arrête pas aux frontières israélo-palestiniennes. L'Etat de Palestine et l'Etat d'Israël doivent saisir l'opportunité historique de cette Assemblée générale pour annoncer leur adhésion au Statut de Rome sur la Cour pénale internationale. *Pour en savoir plus.*

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Palestine-a-l-ONU-les-declarations-analyses-du-jour-2316>